

Le code noir

CODE NOIR.

OU
RECUEIL D'EDITS,
DECLARATIONS ET ARRETS
CONCERNANT
Les Esclaves Nègres de l'Amérique,
AVEC

*Le détail de Règlement, concernant la
Police des Nègres Français de l'Amérique
ou des Indes.*



A PARIS,
Chez les LIBRAIRES ASSOCIEZ.



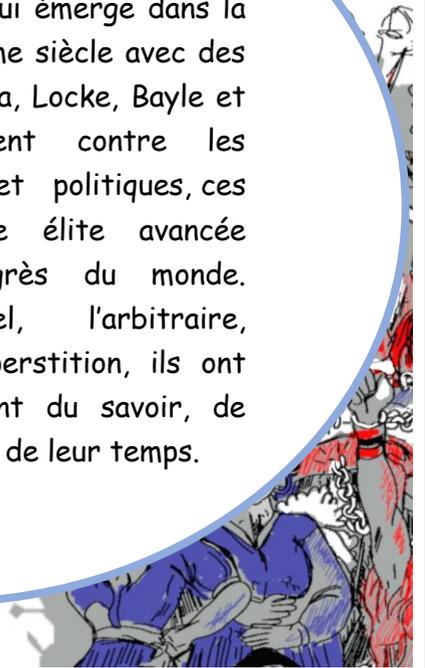
Louis XVI établit le code noir. C'est une Ordonnance royale de Louis XIV ou Édit royal de mars ???? touchant la police des îles de l'Amérique française. Le code noir établit que l'esclave est un objet, comme un meuble. Il peut être vendu, acheté ou hérité. Cette ordonnance autorise la maltraitance comme les châtiments corporels, les mutilations, marquages au fer ainsi que la mort.



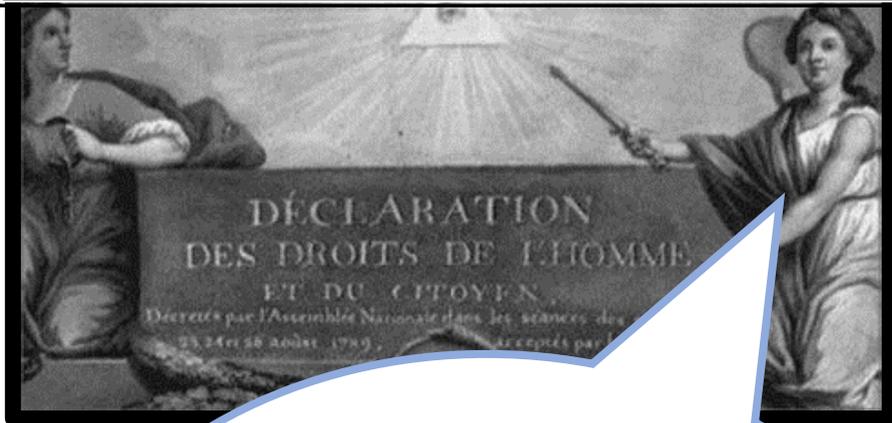
Le mouvement des lumières



C'est un mouvement culturel, philosophique, littéraire et intellectuel qui émerge dans la seconde moitié du XVIIème siècle avec des philosophes comme Spinoza, Locke, Bayle et Newton. Ils s'engagèrent contre les oppressions religieuses et politiques, ces membres formaient une élite avancée œuvrant pour un progrès du monde. Combattant l'irrationnel, l'arbitraire, l'obscurantisme et la superstition, ils ont procédé au renouvellement du savoir, de l'éthique et de l'esthétique de leur temps.



La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen



C'est un texte fondamental, qui énonce un ensemble de droits naturels individuels et communs, ainsi que les conditions de leur mise en œuvre. Ses derniers articles sont adoptés le 26 août.

Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.



Changement du code pénal

Le code pénal de 1791 abolit le système préventif, supprime la peine de mort pour les avorteurs et toutes peines pour les femmes qui avortent.

Décriminalisation de l'homosexualité.

Les rapports homosexuels en privé entre adultes consentants ne sont plus poursuivis par la loi en France.



Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne



Olympe de Gouge la rédige le 5 septembre, elle y exige la pleine assimilation légale, politique et sociale des femmes. C'est le premier document à évoquer l'égalité juridique et légale des femmes par rapport aux hommes.

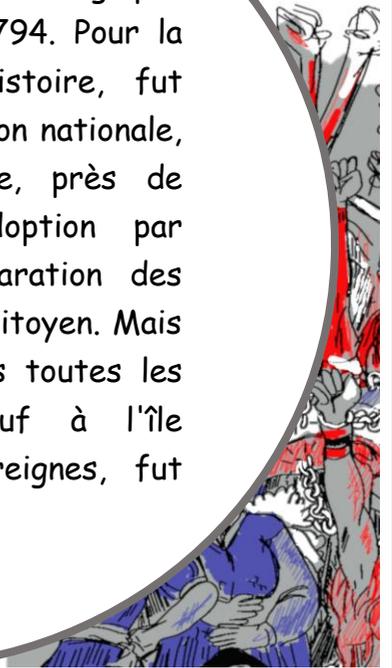
Toutefois il s'agit d'un pastiche critique de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Il sera refusé par l'assemblée nationale et ne sera jamais adopté. Olympe de Gouge sera guillotinée en 1793.



Abolition de l'esclavage



La première abolition de l'esclavage par la France le 4 février 1794. Pour la première fois dans l'histoire, fut proclamée par la Convention nationale, l'abolition de l'esclavage, près de quatre ans après l'adoption par l'Assemblée de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Mais l'abolition, appliquée dans toutes les colonies françaises, sauf à l'île Bourbon et aux Mascareignes, fut révoquée en 1802.



Première femme à passer le bac

Le 17 août à Lyon : Julie-Victoire Daubié est la première femme française à obtenir son baccalauréat. C'est la première femme française à s'inscrire aux épreuves du baccalauréat à Lyon, et la première à l'obtenir le 17 août. C'est aussi la première licenciée en lettres le 28 octobre 1871, à l'époque où les cours à la Sorbonne ne sont pas ouverts aux femmes.



Commune de Paris



C'est une période insurrectionnelle de l'histoire de Paris qui dura 72 jours, du 18 mars à la « Semaine sanglante » du 21 au 28 mai.



Vers un droit de vote universel

Il s'agit d'une démocratie directe reposant sur une citoyenneté active, renouant avec l'esprit de la constitution de 1793 qui fait du droit à l'insurrection « le plus sacré des droits et le plus imprescriptible des devoirs » (article XXXV de la Déclaration des droits de l'Homme de 1793). La Commune offre même la citoyenneté aux étrangers.



Vers l'égalité hommes /femmes

Des femmes réclament le droit au travail et l'égalité des salaires, participent au recensement des ateliers abandonnés et organise des ateliers autogérés. L'union libre est reconnue. La prostitution est interdite.

Elles mettent en application le décret de séparation des Églises et de l'État dans les écoles et les hôpitaux. Certaines vont se battre, et défendent Paris sur les barricades. Sur le chemin de l'émancipation des femmes, la Commune a marqué une étape importante.



Vers l'école libre

IV^e ARRONDISSEMENT

ÉCOLES PUBLIQUES ET GRATUITES

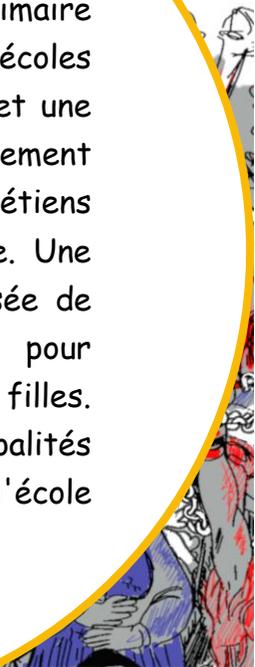
AUX FAMILLES DE L'ARRONDISSEMENT

La somme des con
la seule réserve d'acr
L'instruction est é
par la société.
Seule, l'instruct
Comment, en é
L'enseigner
pourvoir.

Mue par ce
plus larges
Mais
enseigne
la

humains est un fonds commun dans lequel chaque génération a le droit de puiser, sous
scientifique accumulé par les âges précédents au bénéfice des générations à venir.
se l'enferme... nombreux pour la famille ou, à défaut,
semblables.
essante à y

Elle prévoit une réforme qui vise à l'uniformisation de la formation primaire et professionnelle. Deux écoles professionnelles, une de garçons et une de filles, sont ouvertes. L'enseignement est laïcisé : les signes religieux chrétiens sont enlevés des salles de classe. Une commission exclusivement composée de femmes est formée le 21 mai pour réfléchir sur l'instruction des filles. Quelques municipalités d'arrondissements, rendent l'école gratuite et laïque.



Ecole gratuite, laïque et obligatoire

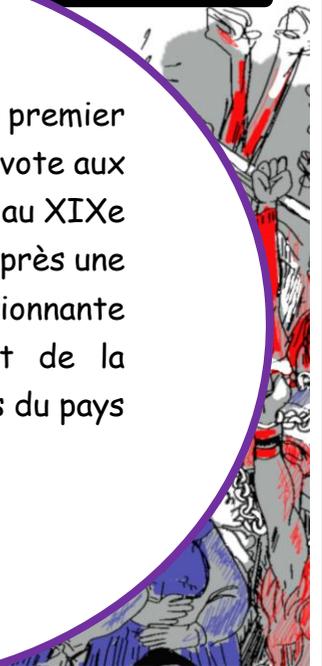
Les lois Jules Ferry sont une paire de lois sur l'école primaire en France votées sous la Troisième République, qui rendent l'école gratuite, l'instruction primaire obligatoire et participent à laïciser l'enseignement public. Jules Ferry, est un dirigeant politique républicain des débuts de la Troisième République, qui a notamment exercé la fonction de ministre de l'Instruction publique deux fois entre 1879 et 1883, il a violemment réprimé l'insurrection de la Commune de Paris.



Premières femmes à voter dans le monde



La Nouvelle-Zélande est le premier pays à attribuer le droit de vote aux femmes et le seul à le faire au XIXe siècle. Ce droit est obtenu après une pétition d'une impressionnante ampleur : près d'un quart de la totalité des femmes adultes du pays l'ont signée.



Abolition définitive de l'esclavage



Victor Schœlcher, nommé dans le Gouvernement provisoire de 1848 sous-secrétaire d'État à la Marine et aux Colonies, contribue à faire adopter le décret sur l'abolition de l'esclavage dans les Colonies. Le Décret d'abolition du 27 avril, signé par tous les membres du gouvernement



Avortement crime d'état



Sous le régime de Vichy les droits des femmes sont réduits, une série de lois répriment très gravement l'avortement en en faisant un crime d'état.



Droit de vote accorder aux femmes en France.



Retour des élections au suffrage universel pour l'ensemble de la population après la seconde Guerre mondiale. Le droit de vote est aussi alors accordé aux colonies françaises lors de la conférence de Brazzaville où sont réunis le Général de Gaulle et les gouverneurs des colonies. La France combattante à Alger accorde le droit de vote et d'éligibilité aux femmes, près d'un siècle après l'adoption du suffrage universel masculin. Elle est l'un des derniers pays d'Europe à le faire, juste avant l'Italie, la Belgique, la Grèce et la Suisse. Les femmes useront de ce droit pour la première fois aux élections municipales de l'année suivante.



Appel de L'abbé Pierre



Durant cet hiver très rude, à la suite de plusieurs décès de personnes vivant dans la rue l'Abbé Pierre lance un appel dans le journal La croix

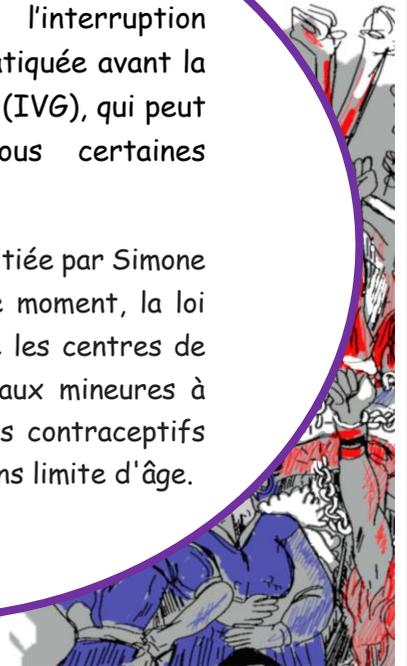


Loi Veil



La loi Veil dépénalise « l'interruption volontaire de grossesse pratiquée avant la fin de la dixième semaine » (IVG), qui peut alors être pratiquée sous certaines conditions.

Elle complète une autre loi initiée par Simone Veil et promulguée au même moment, la loi du 4 décembre, qui autorise les centres de planning familial à délivrer aux mineures à titre gratuit et anonyme des contraceptifs sur prescription médicale, sans limite d'âge.

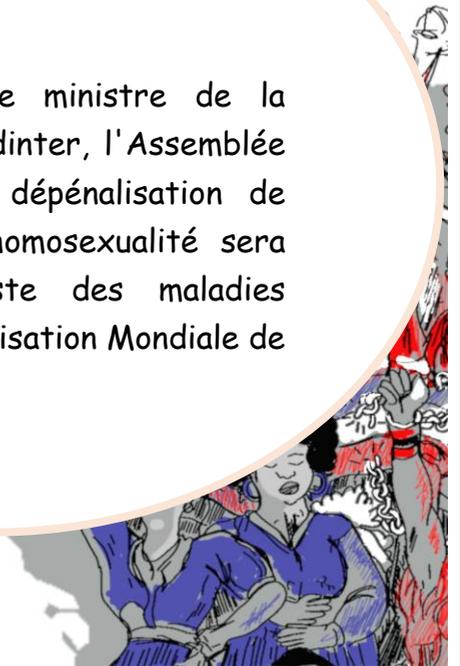


Dépénalisation de l'homosexualité



Le 4 août, la France dépénalisait l'homosexualité.

Une proposition de ministre de la Justice, Robert Badinter, l'Assemblée Nationale vote la dépénalisation de l'homosexualité. L'homosexualité sera retirée de la liste des maladies mentales de l'Organisation Mondiale de la Santé en 1991.



Mariage pour tous



Liberté • Égalité • Fraternité

NI PLUS, NI MOINS

Le mariage entre personnes de même sexe en France, également qualifié mariage homosexuel ou « mariage pour tous » est autorisé par la loi depuis le 17 mai 2013. Il consiste en la possibilité pour un couple de deux hommes ou de deux femmes de contracter un mariage civil, auparavant réservé à un homme et une femme.



PACS

Les couples homosexuels ou hétérosexuels avaient la possibilité de signer un partenariat civil, appelé pacte civil de solidarité (PACS) ou de s'établir en concubinage. Cependant, l'un et l'autre n'offrent pas les mêmes garanties juridiques que le mariage civil.



Création de la sécurité sociale



Le droit à la santé pour tous.

19 octobre, le gouvernement de
Gaulle institue la Sécurité
Sociale par ordonnance. Elle est
un fondement de la société et
de l'économie française
contemporaine assise sur les
cotisations sociales prélevées
sur les salaires



Vers une égalité de logement

Un décret remet les loyers non payés d'octobre à avril, les poursuites concernant les échéances non payées sont suspendues ; un délai de trois ans est accordé pour le règlement des dettes et des échéances ; Ce sont les premières idées mises en place pour lutter contre les inégalités de logement.

Une pension est versée aux blessés ainsi qu'aux veuves et aux orphelins des gardes nationaux tués au combat. Plus tard un décret réquisitionne les logements vacants au profit des sinistrés.

